



UN PEUPLE! UNE LUTTE! Par Michèle Sibony

## Description

**UN PEUPLE ! UNE LUTTE !**

Michèle SIBONY

Membre du bureau national de l'UJFP

1er décembre 2013

Hier, 30 novembre 2013, le jour de colère contre le plan Praver a sans doute marqué une étape importante dans la reconstruction de l'unité nationale palestinienne.

« Un peuple ! Une lutte ! », c'est le cri qui a résonné de la mer au Jourdain, de Gaza à Nazareth en passant par Haïfa, de Jérusalem à Ramallah, de Hura, dans le Naqab, à Hébron dans la zone C des territoires occupés palestiniens (TOP). Contre le plan Praver, c'est toute la nation palestinienne qui s'est levée hier sur sa terre : « Un peuple ! Une lutte ! ».

L'expropriation de milliers de Palestiniens bédouins du Naqab (Néguev), ou dans les collines du sud Hébron en Zone C, ou encore dans la vallée du Jourdain, à l'Ouest ou à l'Est de la Ligne Verte, n'est-elle pas la continuité d'une seule et même politique permanente de dépossession d'un peuple ?

La répression des manifestants d'hier est-elle si différente à Ramallah lorsque l'armée intervient contre la manifestation qui se dirige vers la colonie de Beth El, ou à Haïfa dont les vidéos montraient des scènes violentes de gaz lacrymogènes et d'arrestations par la police (19 personnes dont des mineurs) ou à Beersheba-Houra dans le Néguev, avec 15 d'arrestations dont un enfant de 10 ans).

Selon Adalah, à Haïfa, la police a demandé aux magistrats de prolonger la détention d'au moins 5 jours. A Beersheba, les demandes de prolongation par la police sont plus importantes encore :

---

12 jours pour les mineurs et 15 jours pour les adultes. Adalah d'annoncer les pressions policières sur les juges.

Voir sources et photos sur le site AIC: <http://www.alternativenews.org/english/>

Le cri de ralliement a ceci de nouveau qu'il émane de ceux que l'on appelle « les Palestiniens de

48 », citoyens d'Israël, restés longtemps silencieux, contraints à l'arrière d'un combat qu'ils ne

pouvaient mener, prisonniers de la fragmentation spatiale et politique.

La multiplication des statuts de la population palestinienne, sous occupation en Cisjordanie, assiégés à Gaza, résidents sur siège éjectable dans Jérusalem, citoyens de seconde zone en Israël, millions de réfugiés isolés en Diaspora, relève du seul objectif bien connu de tous les modes du colonialisme : fragmenter, dissocier, diviser le peuple colonisé pour mieux le soumettre.

Même si l'année 1976 avait été le point culminant de leur lutte contre le plan de judaïsation de la Galilée, avec les journées sanglantes de la grève des terres, la séparation faisait son ouvrage. Mais les nouvelles temporalités, et les nouvelles données politiques, notamment l'Accord du processus d'Oslo et ses illusions qui, avec le début de la seconde Intifada en 2000, ont progressivement « effacé la ligne verte » et obligé aussi bien les Israéliens que les Palestiniens à se restituer sur l'ensemble d'un territoire où une seule souveraineté doit s'exercer.

La répression sanglante de Wadi Ara en Israël même, en octobre 2000, où 13 jeunes manifestants pacifiques protestant contre la répression de leurs frères dans les TOP sont tués par la police, a sans doute marqué un tournant dans la situation des Palestiniens citoyens de 48. Salah Habibi, fils du célèbre écrivain palestinien Emile Habibi, s'exprima ainsi sur cette répression « de l'intérieur » :

« ces sanglants événements nous ont fait retourner un demi-siècle en arrière ; la classe dirigeante et une partie de la société israélienne nous ont fait comprendre qu'elles ne nous considéraient pas comme des citoyens à part entière. Cinquante-deux ans après la création de l'État, nous restons des ennemis qu'il faut détruire. »

A partir de 2000, la direction politique israélienne ne cesse de mettre en question la légitimité des palestiniens de 48. Tous les projets de négociation travaillés par les Israéliens proposent l'échange de territoires israéliens peuplés de Palestiniens contre des territoires occupés peuplés de colons juifs.

La logique de la séparation se décline depuis 2000 en Israël, impulsée d'abord par la gauche travailliste qui traduit l'Accord de ses « propositions gênantes » par des formules comme « divorçons en paix », « eux chez eux, nous chez nous », et le concept du mur de séparation, jusqu'au Plan Bennett\* de l'extrême droite au pouvoir, qui prévoit l'annexion de la zone C\* vidée de la plus grande partie de ses habitants palestiniens.

La souveraineté israélienne s'exerce aujourd'hui de façon absolue sur l'ensemble du territoire ; de plus, conformément au programme annoncé par Sharon en 2002 devant au Congrès américain, la guerre de 48 n'est pas finie, guerre de conquête territoriale et de colonisation d'un maximum d'espace entre la mer et le Jourdain, avec un minimum de Palestiniens sur cet espace, repoussés dans des cantons soigneusement dessinés dans les TOP. Il devient difficile d'établir une différence radicale, de nature, aujourd'hui, entre une démolition de maison dans les TOP et une démolition dans le Néguev.

Comme il est de plus en plus difficile de faire la différence entre contraindre une population à vivre confinée dans une des 7 villes du Néguev planifiées à cet effet, et le confinement d'une population dans les cantons de Ramallah, Naplouse ou Jérusalem. Les objectifs israéliens de cette politique sont en effet les mêmes, dans le Naqab comme dans la vallée du Jourdain : concentration de la population palestinienne dans des espaces réduits et sous contrôle, et appropriation des terres au profit d'un peuplement juif.

Les Palestiniens de 48 désignent ce phénomène dont ils font l'expérience, par l'expression « brouillage ou effacement de la ligne verte ». Ce brouillage d'une ligne qui devait devenir une frontière, si elle remet en question la division en 2 États, a aussi une répercussion sur le statut « privilégié » qui était le leur comme citoyens, même de seconde zone.

Dans l'uniformité retrouvée du paysage, ils redeviennent ce qu'ils ont toujours été : des Palestiniens, donc un danger pour l'État juif. S'il y a quinze ans on évoquait en Israël, à leur égard que le danger démographique, aujourd'hui des projets de lois successifs envisagent de conditionner leur citoyenneté à un serment d'allégeance à l'État juif et au sionisme.

L'évolution démographique et sociologique palestinienne de 48 a fait émerger une classe cultivée, conscientisée et critique, qui revendique, elle, un Israël à l'État de tous ses citoyens.

Une des questions clés, si l'on ose dire, le droit au retour des réfugiés, trouve aussi ses réponses aujourd'hui sur le territoire de 48. L'expulsion de la Naqba s'est faite sur ce territoire, et le retour devrait pouvoir s'exercer sur les mêmes lieux.

La nouvelle génération palestinienne de 48 s'attache avec fermeté à la réalisation de ce droit qui est, faut-il le rappeler, celui des membres de leurs familles, et aussi à dramatiser cette question aux yeux de la société juive. Elle est investie de par sa situation d'une responsabilité particulière qu'elle traduit dans l'action : des groupes de jeunes palestiniens, réfugiés de l'intérieur, se réinstallent sur les ruines de leurs villages d'origine en Galilée, et dans la réflexion, ils proposent de modifier les schémas sociaux et un urbanisme planifié du retour.

La Bataille du Plan Praver est à la fois une parfaite illustration de cette revendication des droits civiques et nationaux en Israël, et aussi de la place et du rôle des Palestiniens de 48 dans la lutte nationale pour l'émancipation, dans le cadre complexe qui se redessine dans la douleur depuis l'achèvement d'Oslo. Leur vision prend aujourd'hui le devant de la scène, c'est une vision qui restitue leur place à toutes les parties de la nation où elles se trouvent, travaille à l'unité autour de la terre à préserver, du retour des réfugiés.

Cette exigence de la fin de lâ??oppression, de la dÃ©possession, de lâ??exil, est posÃ©e comme une exigence citoyenne et dÃ©mocratique qui ne devrait pas Ãªtre vÃ©cue comme une menace par la population juive dâ??IsraÃ«l. Ã lâ??Est comme Ã lâ??Ouest dâ??une ligne verte qui se dissout lentement mais sÃ©rement, un seul peuple, une seule lutte pour ses droits, contre lâ??apartheid, et pour lâ??Ã©galitÃ©.

*\*sur les donnÃ©es concernant la zone C : consulter fiche documentation Passia en FranÃ§ais*



date crÃ©Ã©e  
2013/12/02